DIPLOMATES ALGÉRIENS OTAGES AU MALI

Medelci attend une libération dans «les plus brefs délais»

Nouvelles rassurantes et optimisme. Pour la première fois depuis le 5 avril dernier, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, évoque une possible libération «dans les plus brefs délais» des membres de la mission consulaire enlevés à Gao et détenus en otages quelque part au Mali.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Sans toutefois fournir de précisions, Mourad Medelci a fait état de la poursuite des contacts pour la récupération du consul algérien et de ses six collaborateurs enlevés le 5 avril dernier à Gao, dans le nord-est du Mali, et faits otages depuis.

«Les contacts sont toujours en cours et nous nous attendons à ce qu'ils portent leurs fruits dans les plus brefs délais», a-t-il indiqué à l'APS en marge de l'audience accordée au ministre marocain de l'Education, Mohamed El-Ouafa.

Le ministre des Affaires étrangères a, par ailleurs, rassuré quant à l'état de santé des membres de la mission consulaire algérienne à Gao otages d'une organisation islamiste radicale. «Les informations que nous avons reçues démontrent que les otages algériens se portent bien», a-t-il souligné, poursuivant : «Les autorités compétentes suivent en permanence leur état de santé.» Même si elle s'est voulue rassurante et

Photo : Samir Sid

empreinte d'optimisme, la déclaration de Medelci ne lève pas le voile sur l'identité des ravisseurs du consul et de ses collaborateurs.

En effet, le ministre a évoqué des contacts mais sans préciser avec qui. Au lendemain de l'attaque du consulat et de la prise d'otage, des informations non vérifiées ont évoqué la responsabilité du Mouvement pour l'unité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao).

Cependant, à ce mouvement, on ne connaît toujours pas de revendications publiques.

Même Medelci n'a pas dit quelles seraient éventuellement les exigences des ravisseurs. Rappelons que l'attaque du consulat d'Algérie à Gao a été opérée alors que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) achevait son offensive militaire contre les forces régulières maliennes et récupérait le territoire Nord malien.

Le MNLA a trouvé mainforte chez des organisations islamistes déjà actives sur le territoire de l'Azawad, à l'instar de Ansar Eddine et Aqmi.

S. A. I.

ILS ONT ASSIÉGÉ LA WILAYA DE BOUMERDÈS

Les rappelés de l'ANP se sentent oubliés

Les rappelés de l'ANP (Armée nationale populaire) durant la décennie noire sont, selon le communiqué qu'ils ont rendu public, en protestation ouverte à travers 40 wilayas.

Dans les 8 points contenus dans la plateforme de revendications, il est question de la reconnaissance des services rendus à la nation par cette catégorie de soldats, de l'attribution des avantages résultant de la loi portant réconciliation nationale, de la prise en charge sociale et médicale des séquelles découlant de ce rappel sous les drapeaux. «Nous voulons tout simplement le respect des engagements pris par les dirigeants du pays, devant nous», nous a confié le porte-parole de plusieurs centaines de protestataires, venus assiéger la wilaya de Boumerdès. Cette région compte, d'après notre vis-à-vis, 7 000 rappelés sous les drapeaux. De plus, dans le cas de la non-prise en considération de leurs revendications, ces anciens militaires menacent de boycotter les élections législatives du 10 mai prochain «Nous sommes 123 000 rappelés à travers le territoire national et chaque élément peut drainer au minimum 4 voix. Cela fait probablement plus d'un demi-million de votants qui ne se rendront pas aux urnes», dira notre interlocuteur.

Pacifiques, bien organisés, en rangs serrés, comme dans le vieux temps, les manifestants ont longtemps crié leur dépit devant ce sentiment de désertion de l'autorité publique face leur détresse, comme ce calvaire que vit Mustapha Haroun. Rappelé en 1997 pour affronter héroïquement les islamistes armés à Sidi Aïssa dans la wilaya de M'sila, il est, dira-t-il désormais sans aucune ressource. Aujourd'hui, à 41 ans, Mustapha voit son corps se consumer à petit feu.

Ce sont les séquelles d'un profond choc, à la suite d'une bataille durant laquelle ont été atrocement assassinés ses compagnons de guerre. Ce que nous avons vu sur son corps est effarant.

Abachi L.

LES JEUNES RECRUES DU PRÉ-EMPLOI

«Assez à l'exploitation»

«Nous sommes des diplômés, nous voulons par conséquent, des postes de travail conformes à nos diplômes», nous dira Razika qui tient une plaque sur laquelle on lit «Pré-emploi» : assez d'exploitation.» Razika, 25 ans, venue de Baghlia et des dizaines d'autres jeunes diplômés tenaient non loin des rappelés de l'ANP, un sit-in de protestation contre la précarité dans laquelle ils se sentent bien à l'étroit.

A rappeler que la jeune fille est ingénieur en électronique et que présentement, elle est affectée dans un bureau de l'APC qui, dit-elle, s'occupe des statistiques. Elle touche normalement 15 000 dinars, mais le versement de cette paie reste aléatoire. «Nous sommes exploités gratuitement. Depuis 8 mois, nous n'avons pas été payés», assène un autre jeune parmi le groupe de manifestants. Eux aussi jurent qu'ils n'iront pas voter si leurs problèmes ne sont pas résolus.

A. L.

ILS APPELLENT LA TUTELLE À RESPECTER SES ENGAGEMENTS

Rassemblement des praticiens spécialistes devant le ministère de la Santé

A l'appel du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), les délégués des différentes wilayas ont observé, hier, un rassemblement devant le ministère de la Santé. Les praticiens spécialistes en grève illimitée dénoncent «la fuite en avant de la tutelle».

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Pas de trêve pour les praticiens spécialistes de santé publique. Déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à satisfaction de l'ensemble de leurs revendications, ils ont organisé, hier, un rassemblement devant le ministère de la Santé.

Un regroupement symbolique des délégués de wilaya, explique le Dr Youcefi, président du SNPSSP, pour attirer l'attention de l'opinion publique. Une action à laquelle ont pris part également les représentants des syndicats des psychologues, des médecins généralistes, des résidents et des associations de malades.

«Nous dénonçons cette situation de marasme et la mauvaise gestion de la santé publique qui dure depuis 2 ans», a souligné le président du SNPSSP. Ce dernier défie le ministre de la Santé qui affirme n'avoir jamais interrompu le dialogue avec le syndicat. «Le ministre a fermé toutes les portes de dialogue, notre dernière réunion remonte au 24 octobre dernier et les travaux de la commission mixte ont été interrompus le 15 décembre dernier» a-t-il expliqué.

Les grévistes, qui paralysent les structures de santé publique depuis dimanche dernier, appellent le ministre de la Santé à tenir les engagements qu'il a lui-même signés depuis une année. «Notre plate-forme de revendications qui tourne autour de l'amendement du statut, la révision du régime indemnitaire, la suppression de la discrimination en matière d'imposition (IRG) des primes et indemnités versées par le secteur de la santé aux praticiens spécialistes hospitalo-universitaires (10%) et pour les praticiens spécialistes de la santé publique (35%), un quota national de logements, des mesures incitatives pour le service civil et la mise en place d'une carte sanitaire nationale, a été déposée sur la table du ministre il y a deux ans et rien n'a été réglé», déplorent les praticiens spécialistes, qui affirment que les mesures répressives engagées par le ministre de la Santé ne risquent pas de les détourner de leur combat.

S. A.

BÉJAÏA

Climat tendu et haro sur la campagne

Le chef-lieu de wilaya a vécu au rythme de nombreuses actions de protestation, éclipsant du coup la campagne électorale qui, faut-il le souligner, peine à susciter l'intérêt des populations locales.

Plusieurs dizaines de travailleurs du pré-emploi se sont donné rendez-vous, tôt dans la matinée d'hier, pour tenir un rassemblement devant le siège de la wilaya de Béjaïa. Une action à travers laquelle les protestataires veulent réclamer leur «intégration».

Les manifestants demandent «l'annulation de la politique de recrutement dans le cadre du pré-emploi et l'attribution d'une allocation-chômage à tous les demandeurs d'emploi». Les travailleurs protestataires exigent, par la même occasion, à ce que les années de travail accomplies dans le cadre du dispositif du pré-emploi soient «comptabilisées» dans le calcul de la retraite.

Les travailleurs du pré-emploi diplômés, affiliés au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), se disent déterminés à «ne pas baisser les bras» jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Décidés à faire valoir leurs doléances, les rappelés du service national sont également revenus à la charge dans la même journée, pour la énième fois, en organisant un sit-in de protestation devant le siège de la wilaya.

Dans une lettre adressée au président de la République, les ex-rappelés du service national, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste durant la décennie noire (1995-1999), réclament entre autres leur intégration dans les dispositifs de loi portant réconciliation nationale et charte pour la paix, un logement et la réintégration de tous ceux qui ont perdu leur travail après leur démobilisation de l'ANP. Ils exigent aussi une prise en charge médicale et le droit à la retraite sur la base d'un calcul de cotisations à compter de juin 1995 avec un appoint de 12 points supplémentaires.

Les villageois du douar Aït Ameur Ouali de la commune de Béjaïa ont investi également le terrain de la protestation pour demander entre autres la révision du PDAU. Des habitants d'une quinzaine de villages du douar Aït Ameur Ouali se sont regroupés dans la matinée devant le même siège de l'administration de la wilaya.

Outre la révision du PDAU qui freine le développement de leur région, les manifestants demandent l'intervention des pouvoirs publics pour «barrer la route à ceux qui convoiteraient les terres de Tazebougt qui sont une source de problèmes pour les habitants du douar», a-t-on indiqué. Les travailleurs de la direction de la formation professionnelle de la wilaya de Béjaïa sont aussi montés au créneau à l'appel de leur syndicat pour exiger «le départ» de leur directeur. En grève durant la journée de lundi, les contestataires dénoncent le climat «délétère» régnant au sein de leur direction dont «leur premier responsable en serait à l'origine», lit-on en substance dans leur préavis de grève. Les communaux observent de leur côté, depuis hier, un mouvement de grève de trois jours pour exiger des augmentations salariales et l'intégration de tous les travailleurs contractuels sans «conditions».

A. Kersani

Deux militaires blessés dans une embuscade près de Toudja

Dans l'après-midi de dimanche dernier vers 17h, une bombe artisanale, actionnée à distance par un groupe de terroristes armés, a explosé au lieudit Tardem, dans la commune de Toudja, au passage d'un convoi militaire, faisant deux blessés, dont un grièvement atteint au visage, avons-nous appris de sources crédibles.

Les régions forestières de Toudja, Beni-K'sila et Oued Dass, sur le flanc ouest de Béjaïa sont depuis plusieurs jours le théâtre d'une grande opération de ratissage engagée par les forces de l'ANP, après le signalement par de nombreux citoyens de la présence d'un important groupe d'hommes armés rôdant dans les massifs sus-cités.

Kamel Gaci